

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article5959>

La Corée du Sud avoue le rapt de Kim Dae-jung en 1973 au Japon

- Renseignement - International -



Date de mise en ligne : mercredi 24 octobre 2007

Spyworld Actu

Les services de renseignement sud-coréens ont reconnu mercredi leur implication dans l'enlèvement en 1973 à Tokyo d'un chef de file de l'opposition de l'époque et futur prix Nobel de la paix, Kim Dae-jung.

Deux ans après avoir perdu de peu l'élection présidentielle de 1971 face à Park Chung-hee, Kim a été enlevé par des agents sud-coréens dans un hôtel de la capitale nipponne et conduit sur un bateau où, selon la plupart des versions, les agents secrets comptaient le tuer et jeter son corps à l'eau.

"Cette commission confirme que son précurseur, l'Agence centrale de renseignement de Corée (KCIA), a réalisé un enlèvement au Japon et elle exprime ses profonds regrets à ce sujet", peut-on lire dans un rapport du Service national de renseignement (NIS) sud-coréen.

Kim, les yeux bandés, a été emmené à Osaka où des agents secrets l'ont fait monter à bord d'un bateau et l'ont attaché à une planche en bois en forme de croix avant de s'interroger sur le meilleur moyen de le noyer.

"Des preuves concrètes appuient l'hypothèse que ce plan ait, dans une certaine mesure, été conçu comme un assassinat", écrit le NIS.

Les agents secrets ont cependant fait preuve d'amateurisme et la CIA américaine et les autorités japonaises ont découvert le complot. Les Américains ont localisé le bateau et intercepté les ravisseurs, pris la main dans le sac.

Kim a été secouru et emmené en Corée du Sud, où il a été placé en résidence surveillée par le gouvernement pro-américain de Park.

"Nous pensons que le président Park (...) a donné, au moins tacitement, son feu vert", à cette opération, estime la commission de la NIS, ajoutant qu'elle ne peut cependant prouver que Park a ordonné l'enlèvement de son plus grand rival politique de l'époque.

Le gouvernement de Séoul avait nié toute implication mais avait ensuite dépêché au Japon son Premier ministre avec une lettre de Park exprimant ses regrets à l'intention du Premier ministre japonais Kakuei Tanaka. L'affaire avait été classée.

Post-scriptum :

<http://www.lemonde.fr/web/depeches/...>